

Quelques jalons pour l'émergence de la République démocratique du Congo et de l'Afrique

Alain NZADI-a-
NZADI, Jésuite.
Rédacteur en Chef
adjoint de *Congo-
Afrique*. nzadialain@
gmail.com

Avec les récentes élections législatives au Burundi, la sous-région des Grands Lacs et bon nombre d'autres pays africains entrent dans ce que l'on peut qualifier d'ère électorale, qui apportera, on s'en doute, de grands changements sur l'échiquier politique du continent. *Ere électorale* de tous les dangers ? En tout cas, les derniers événements sanglants, ayant précédé et accompagné les élections législatives au Burundi, ont vite fait de nous rappeler que les vieux démons de la personnalisation du pouvoir et de la privatisation de l'Etat hantent toujours le continent. L'on voit déjà s'effiloche les sentiments d'espoir que l'expérience nigériane d'une passation de pouvoir réussie, en mars 2015, avait suscités. Etait-ce une exception ? Espérons que ce soit le contraire car l'émergence commence aussi par la consolidation des acquis de la démocratie. Et organiser des élections paisibles, qui évitent la destruction des vies humaines et des infrastructures, c'est déjà poser les jalons d'une véritable émergence de nos pays africains.

Dans ce sens, l'article de Mutoy Mubiala, qui réfléchit sur les élections et les droits de l'homme en Afrique, tombe à point nommé. Pourquoi devrait-on transformer le pays en un champ de bataille à chaque échéance électorale ? L'Afrique devrait, suggère-t-il en substance, sortir de l'instrumentalisation des élections qui se muent souvent en un théâtre d'affrontements et de revendications politiques et sociales, conduisant inévitablement aux graves violations des droits de l'homme.

Outre ce clin d'œil à l'ère électorale, que tous espèrent sans heurts, ce triple numéro de *Congo-Afrique* s'attarde, dans une première série d'articles, sur la problématique de la décentralisation qui figure dans la Constitution du 18 février de la République démocratique du Congo. Depuis près de neuf ans, le gouvernement en a fait son cheval de bataille. Mais un regard rétrospectif et critique de la scène politique montre que la machine de la décentralisation coince. Le processus piétine ; il s'enlise même.

Considérant la vaste étendue du territoire national, Zéphyrin M'Pene voit dans les infrastructures de transport une condition nécessaire, voire un préalable, pour rendre la décentralisation effective et palpable. Une décentralisation qui ne tiendrait pas compte de cette donnée resterait un slogan sinon creux du moins irréaliste. Philémon Mukendi déplore un grand hiatus entre le discours et les faits de la part des décideurs politiques. En effet, estime-t-il, très peu de mesures concrètes ont été prises, en neuf ans, pour impulser véritablement ce processus. Si cette tendance n'est pas inversée, la décentralisation risque de demeurer un « mythe ». Se joignant aux deux premiers, Jean Paul Nyembo, qui examine l'*interministérialité*, constate que ce mode de gestion de l'appareil de l'Etat ne produit pas encore les résultats escomptés. Aussi, formule-t-il quelques propositions pour un meilleur usage de cette disposition constitutionnelle.

Entre la politique et la vie sociale, il n'y a qu'un tout petit pas ! La seconde série d'articles scrute certains défis sociaux qu'il faudrait transformer en *jalons* de l'émergence.

Kinshasa s'agrandit au jour le jour, de manière spontanée et incontrôlée ; mais une croissance désordonnée, sans véritable politique d'urbanisation maîtrisée. Hilaire Katalayi Mutombo y consacre une étude éclairante qui analyse les actions publiques d'urbanisme dans la ville de Kinshasa. Il s'appuie sur des enquêtes menées dans quelques quartiers de la ville pour faire remarquer que les actions publiques d'urbanisme dans la ville de Kinshasa souffrent d'un manque d'efficacité et d'efficience. Dans ce contexte, ne faudrait-il pas (re) penser la politique d'urbanisation ?

La famille, noyau à partir duquel se construit et se structure la société, est le thème qui retient l'attention de Ghislain Tshikendwa. Il l'étudie dans son rapport avec l'habitat. En effet, comment mettre fin au spectacle révoltant qui s'offre aux Congolais des grandes villes ? L'on assiste souvent, impuissant, au drame des familles vivant dans la rue, sans compter toutes celles qui vivent dans des conditions de logement peu enviables. Ne serait-il pas temps, plaide-t-il, de militer pour l'émergence d'un mouvement social en faveur de l'habitat familial ? A ses yeux, une telle initiative permettrait d'éviter la désagrégation et la destruction de la famille dont le lien avec la « maison/ l'habitat » est indéniable.

Si « famille » et « logement décent » ne font pas encore bon ménage en RDC, la modicité de la rémunération des travailleurs salariés n'y est pas étrangère. Ainsi, se basant sur une enquête auprès de quelques organisations de la cité d'Idiofa, Claudine Thambwe s'intéresse à la corrélation entre la satisfaction au travail et l'engagement ou la motivation du salarié. Son enquête révèle que malgré la précarité dans laquelle ils vivent, les salariés des organisations ciblées semblent, *mutatis mutandis*, donner le meilleur d'eux-mêmes. Une attitude qui

s'expliquerait, entre autres, par le manque d'alternative. Nous savons, néanmoins, que quand « travail » rime avec « juste rémunération », la motivation du travailleur s'en trouve renforcée.

Trócaire, une agence irlandaise catholique de développement, a inscrit la promotion de la femme dans le programme de ses actions en RDC. Léo Lushombo s'appuie sur cette agence pour explorer, à nouveaux frais, l'enseignement social de l'Eglise Catholique en rapport avec la lutte contre la pauvreté des femmes.

Pour clôturer notre *page sociale*, un petit détour au Kasai, une des régions de la RDC, permet à Séraphin Ngondo a Pitshandenge d'évoquer l'effervescence religieuse doublée, malheureusement, de l'exacerbation du phénomène de sorcellerie. Tout en condamnant cette forme de religiosité quelque peu débridée, qui donne souvent lieu à des règlements de compte regrettables, il invite le pouvoir public à prendre des mesures idoines pour enrayer le fléau. En effet, quand la religion se met au service de la violence, son image ne peut qu'en sortir écornée.

Enfin, la rubrique « Culture » propose deux réflexions. Pour commencer, Luka Lusala lu ne Nkuka revisite la thèse de Théophile Obenga à propos de l'origine égyptienne de l'écriture. Il propose des illustrations pour étayer sa thèse selon laquelle plusieurs langues africaines, considérées généralement comme des « langues sans écriture », proviendraient de l'Egyptien ancien, première langue écrite d'après de nombreux chercheurs. Pour terminer, Igor Matonda et son équipe interdisciplinaire et interuniversitaire des chercheurs belges et congolais présentent ici des résultats éclairants sur l'ancien royaume Kongo, fruit des fouilles archéologiques entreprises dans la province du Bas-Congo (RDC) en 2012 et 2013.

On l'aura remarqué, ce triple numéro est axé sur des problématiques sociopolitiques et culturelles congolaises. Toutefois, les questions qui y sont traitées ne constituent pas moins des défis que toute l'Afrique porte, dans la riche diversité de ses réalités tant politiques, sociales, culturelles qu'économiques. Nous espérons que les quelques *jalons* répertoriés ici par *Congo-Afrique* contribueront à éveiller les consciences des filles et des fils de ce continent pour s'engager résolument sur le chemin de l'émergence. ■